

## Services publics. La CGT dénonce les délégations



*Les représentants CGT de Cap L'Orient, la Sellor, la CTRL, la CEP et Loris étaient réunis, mardi, à l'union locale, pour préparer la campagne visant à dénoncer les délégations de services publics.*

Le « collectif CGT pour un service public de qualité » lance une grande campagne d'information et de sensibilisation du public sur les délégations de services publics.

« Les délégations de services publics tendent à devenir monnaie courante et servent à alimenter les caisses de grands groupes privés », soulignent les membres du collectif, délégués syndicaux de Cap L'Orient, la CTRL, Loris, la Sellor, Grandjouan.

### L'argent public aux services publics

« L'argent public doit aller aux services publics et non arrondir les fins de mois des actionnaires de ces groupes », affirment-ils.

« À la CEP (qui exploite le port de pêche Ndlr), les conditions de travail se dégradent, c'est aussi le cas à Loris, où il y a de sérieux problèmes de salaires, alors que l'argent des contribuables va enrichir le groupe », martèlent les représentants syndicaux de ces deux entreprises contrôlées par Véolia.

« À la Sellor, il n'y a pas encore

de privatisation, mais on peut craindre que lors du prochain appel d'offres pour les ports de plaisance, dans deux ans, Véolia cherche à emporter le marché. Et la Cité de la voile ne nous semble pas à l'abri ».

À la CTRL, gérée par le groupe Kéolis, « en 2006, le groupe a perçu, pour les transports en bus, 594.000 €, auxquels il faut ajouter 338.000 € de frais de siège et 67.000 € de dividendes, soit, au total, 1 M€. Pour la CTRL, cette somme représente six bus supplémentaires (avec le personnel pour les faire rouler) sur un an ».

### L'eau en régie moins chère

Quant au service de l'eau, « partout où il est en régie, il coûte moins cher au contribuable. Pourquoi les grands groupes s'intéressent-ils tant à ces services s'il n'y a pas d'argent à gagner ? Et sur le dos de qui ? Que des élus de droite choisissent cette politique, on comprend, mais que des collectivités qui se disent de gauche le fassent aussi pose question ».